

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1979

[2006/201636]

**27 AVRIL 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 21 octobre 2004
portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, modifié par le décret-programme du 23 février 2006, notamment les articles 1^{er}, 7^o, 10^o et 11^o, et 16, § 4;

Vu l'arrêté du 21 octobre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, notamment les articles 1^{er}, 9^o et 10^o, 4, 7, 10, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, et § 2, alinéas 1^{er} et 2, 11, 12, 16, § 2, alinéa 2, 17, alinéa 1^{er}, 2^o, et 19;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 février 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 février 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n^o 40.092/2, donné le 19 avril 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, le point 9^o est abrogé et le point 10^o devient le point 9^o.

Art. 2. Le dernier alinéa de l'article 2 du même arrêté est remplacé par :

« Le Ministre peut décider d'adapter les éléments mentionnés au présent article en fonction de la nature du projet et, lorsque l'administration peut obtenir directement auprès de sources authentiques d'autres administrations ou organismes les données nécessaires à l'examen de la demande, dispenser le demandeur de transmettre ces données à l'administration. »

Art. 3. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots "ou même hors d'un périmètre de reconnaissance pour les halls-relais, les ateliers de travail partagé et les centres d'entreprises" sont insérés entre les mots "du présent arrêté" et "le Ministre peut";

2^o le 2^o est remplacé par la disposition suivante : "2^o l'acquisition et la transformation ou la construction de bâtiments pour la création d'incubateurs, de centres de services auxiliaires, de halls relais, de centres d'entreprises et d'ateliers de travail partagé";

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, h), les mots "les pistes cyclables y compris celles situées sur les voies d'accès au périmètre de reconnaissance" sont insérés entre les mots "les trottoirs" et "la signalisation";

2^o à l'alinéa 1^{er}, h), les mots "et les aménagements paysagers s'inscrivant dans le schéma global d'aménagement de la zone" sont insérés entre les mots "dispositif d'isolement" et "ainsi que les mouvements de terre y associés";

3^o à l'alinéa 1^{er}, le point suivant est inséré entre les points i) et j) : "i) Tout équipement public, interne ou externe à la zone, destiné, même partiellement, à l'alimentation en énergie durable au sein d'une zone d'activité reconnue";

4^o à l'alinéa 1^{er}, p), les mots "ou en commun" sont insérés entre les mots "transport public" et "tant dans le périmètre";

5^o l'alinéa 1^{er} est complété comme suit : "t) les travaux de création d'un centre de tri ou de regroupement public en raison de la présence d'un grand volume de déchets de natures diverses."

Art. 5. A l'article 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1^{er}, alinéa 2, le 1^o est remplacé par la disposition suivante : "1^o 95 % pour les opérations réalisées dans le périmètre reconnu d'un site au sens de l'article 167 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ainsi que sur les parcelles avoisinantes éventuellement ajoutées audit périmètre et nécessaires à son nouvel aménagement pour autant que celles-ci fassent partie du périmètre reconnu au sens du décret";

b) au § 2, alinéa 1^{er}, les mots "ou atelier de travail partagé" sont insérés entre les mots "hall relais" et "à € 375.000" et les mots "centre d'entreprises," sont insérés entre les mots "et en tant que" et "centre de services auxiliaires";

c) au § 2, alinéa 2, les mots "d'activités économiques à réhabiliter" sont supprimés.

Art. 6. A l'article 11 du même arrêté, les mots "atelier de travail partagé, centre d'entreprises" sont insérés entre les mots "hall-relais" et "centre de services auxiliaires".

Art. 7. A l'article 12 du même arrêté, les mots "de toute somme perçue en application du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités à réhabiliter" sont remplacés par les mots "de toute somme perçue en application du titre IV du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités à réhabiliter et du chapitre I^{er} du titre I^{er} du Livre II du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine".

Art. 8. L'article 14 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque l'administration peut obtenir directement auprès de sources authentiques d'autres administrations ou organismes les données nécessaires à l'examen de la demande, le Ministre peut dispenser le demandeur de transmettre ces données à l'administration. »

Art. 9. A l'article 16, § 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots ", par lettre recommandée à la poste," sont supprimés.

Art. 10. Dans l'article 17, alinéa 1^{er}, 2^o, du même arrêté, le mot "opération" est remplacé par le mot "opérations".

Art. 11. L'article 19 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« La source de revenu, visée à l'article 16, § 4, du décret, est calculée en se basant sur le coût du bâtiment subsidié diminué d'un amortissement de celui-ci étalé sur une durée fixée dans l'arrêté d'octroi de subside ».

Art. 12. Les demandes d'octrois de subsides, visées à l'article 17, introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont régies par l'arrêté en vigueur au moment de leur introduction.

Art. 13. Le Ministre qui a les Infrastructures d'Accueil des Activités économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 avril 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 1979

[2006/201636]

27. APRIL 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses vom 21. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten, abgeändert durch das Programmdekret vom 23. Februar 2006, insbesondere der Artikel 1 Nrn. 7^o, 10^o und 11^o, und 16 § 4;

Aufgrund des Erlasses vom 21. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten, insbesondere der Artikel 1, 9^o und 10^o, 4, 7, 10 § 1 Absatz 2 1^o und § 2 Absätze 1 und 2, 11, 12, 16 § 2 Absatz 2; 17 Absatz 1 2^o, und 19;

Aufgrund des am 6. Februar 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Februar 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 19. April 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 40.092/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wird die Nr. 9^o außer Kraft gesetzt, und wird die Nr. 10^o zur neuen Nr. 9^o.

Art. 2 - Der letzte Absatz von Artikel 2 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der Minister kann beschließen, die im vorliegenden Artikel erwähnten Elemente aufgrund der Art des Projekts anzupassen und, wenn die Verwaltung die für die Überprüfung des Antrags notwendigen Angaben bei den ursprünglichen Quellen anderer Verwaltungen und Einrichtungen direkt erhalten kann, den Antragsteller davon befreien, diese Angaben der Verwaltung zu übermitteln.»

Art. 3 - In Artikel 4 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "oder selbst in einem Anerkennungsgebiet für Übergangshallen, Werkstätten für geteilte Arbeit und Unternehmenszentren" wird zwischen die Wörter "Anerkennungsgebiet" und "vorgenommen werden" eingefügt.

2° die Nummer 2° wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "2° der Erwerb, die Veränderung und der Bau von Gebäuden für die Schaffung von Inkubatoren, Zentren für Zusatzdienstleistungen, Übergangshallen, Unternehmenszentren und Werkstätten für geteilte Arbeit;"

Art. 4. In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, *h*) wird der Wortlaut "die Fahrradwege, einschließlich derjenigen, die sich auf den Zufahrtstraßen zu dem Anerkennungsgebiet befinden" zwischen "die Gehwege" und "die Beschilderung des Gebiets" eingefügt;

2° in Absatz 1, *h*) wird der Wortlaut "und die sich in das globale Raumplanungsschema des Gebiets einfügenden Landschaftsänderungen" zwischen "dienen" und "sowie" eingefügt;

2° in Absatz 1 wird die folgende Position zwischen *i*) und *j*) eingefügt: "(bis) jede öffentliche Ausrüstung, ob sie sich innerhalb oder außerhalb des Gebiets befindet, und die - auch nur teilweise - zur Versorgung mit einer nachhaltigen Energiequelle innerhalb eines anerkannten Aktivitätsgebiets dient";

4° in Absatz 1 *p*) wird der Wortlaut "öffentlichen Personenverkehr" durch den Wortlaut "öffentlichen oder gemeinsamen Personenverkehr" ersetzt;

5° der Absatz 1 wird mit folgender Bestimmung ergänzt: "*t*) die Arbeiten zur Schaffung einer öffentlichen Sortier- oder Zwischenlagerungsanlage wegen des Vorhandenseins eines bedeutenden Volumens von Abfällen aller Art."

Art. 5 - In Artikel 10 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in § 1 Absatz 2 wird die Nr. 1° durch folgende Bestimmung ersetzt: "1° 95% für die Maßnahmen, die im anerkannten Gebiet eines Geländes im Sinne des Artikels 167 des CWATUP sowie auf den ggf. dem besagten Gebiet zugefügten benachbarten Parzellen, die für die neue Einrichtung des Gebiets notwendig sind, sofern sie dem anerkannten Gebiet im Sinne des Dekrets angehören, durchgeführt werden;"

b) In § 2 Absatz 1 wird der Wortlaut "oder Werkstätte für geteilte Arbeit" zwischen den Wörtern "Übergangshalle" und "bzw." und der Wortlaut "Unternehmenszentrum" zwischen "bei einer Verwendung als" und "Zentrum für Zusatzdienstleistungen" eingefügt.

c) in § 2 Absatz 2 wird der Wortlaut "zu sanieren Gewerbebetriebsgeländes" durch den Wortlaut "Geländes" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 11 desselben Erlasses wird der Wortlaut "als Werkstätte für geteilte Arbeit, als Unternehmenszentrum" zwischen das Wort "Übergangshalle" und das Wort "als Zentrum für Zusatzdienstleistungen" eingefügt.

Art. 7 - In Artikel 12 desselben Erlasses wird der Wortlaut "dies mit Ausnahme jeder in Anwendung des Dekrets vom 1. April 2004 über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände bezogenen Summe" durch den Wortlaut "dies mit Ausnahme jeder in Anwendung von Titel IV des Dekrets vom 1. April 2004 über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände und Buch II, Titel I, Kapitel I des CWATUP bezogenen Summe" ersetzt.

Art. 8. Artikel 14 desselben Erlasses wird mit folgendem Absatz ergänzt:

«Falls die Verwaltung die Daten, die für die Prüfung des Antrags nötig sind, direkt bei den ursprünglichen Quellen anderer Verwaltungen oder Einrichtungen erhalten kann, kann der Minister den Antragsteller von der Pflicht befreien, diese Daten der Verwaltung zu übermitteln.»

Art. 9 - In Artikel 16 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief" gestrichen.

Art. 10 - In Artikel 17 Absatz 1 Nr. 2° desselben Erlasses wird in der französischen Fassung das Wort "opération" durch das Wort "opérations" ersetzt.

Art. 11 - Artikel 19 desselben Erlasses wird mit folgendem Absatz ergänzt:

«Die Einnahmequelle im Sinne von Artikel 16 § 4 des Dekrets wird auf der Grundlage des Preises des bezuschussten Gebäudes abzüglich einer Abschreibung dieses Preises über einen Zeitraum, der im Erlass zur Gewährung des Zuschusses festgelegt wird, berechnet.»

Art. 12 - Die in Artikel 17 erwähnten Anträge auf Gewährung von Zuschüssen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden sind, werden durch den Erlass geregelt, der zum Zeitpunkt, wo sie eingereicht werden, gültig ist.

Art. 13 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. April 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1979

[2006/201636]

27 APRIL 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 21 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, gewijzigd bij het programmadecreet van 23 februari 2006, inzonderheid op de artikelen 1, 7^o, 10^o en 11^o, en 16, § 4;

Gelet op het besluit van 21 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, inzonderheid op de artikelen 1, 9^o en 10^o, 4, 7, 10, § 1, tweede lid, 1^o, en § 2, eerste en tweede lid, 11, 12, 16, § 2, tweede lid, 17, eerste lid, 2^o, en 19;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 februari 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 februari 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 40.092/2, gegeven op 19 april 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid wordt punt 9^o geschrapt en wordt punt 10^o punt 9^o.

Art. 2. Artikel 2, laatste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De Minister kan beslissen de in dit artikel vermelde gegevens naargelang de aard van het project aan te passen en de aanvrager vrij te stellen van de verstrekking aan de administratie van de gegevens die nodig zijn voor de behandeling van de aanvraag als de administratie bedoelde gegevens rechtstreeks kan inwinnen bij authentieke bronnen van andere administraties of instanties. »

Art. 3. In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden "of zelfs buiten een erkenningsomtrek voor de doorgangsgebouwen, werkplaatsen voor gedeeld werk of ondernemingscentra" worden ingevoegd tussen de woorden "van dit besluit" en "kan de Minister";

2^o 2^o wordt vervangen als volgt : "2^o de aankoop en de ombouw of de bouw van gebouwen voor de oprichting van incubatoren, ondersteunende dienstencentra, doorgangsgebouwen, ondernemingscentra en werkplaatsen voor gedeeld werk";

Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1^o in het eerste lid, *h*), worden de woorden "de fietspaden, met inbegrip van die aangelegd op de toegangswegen tot de erkenningsomtrek" ingevoegd tussen de woorden "de trottoirs" en "de bewegwijzering";

2^o in het eerste lid, *h*), worden de woorden landschappelijke inrichtingen die in het globale ordeningsschema van het gebied kaderen "ingevoegd tussen de woorden isolatievoorziening" en "alsook de daarmee verbonden aardeverschuivingen";

3^o in het eerste lid wordt tussen de punten *i*) en *j*) het volgende punt ingevoegd : "*ibis*) elke openbare uitrusting binnen of buiten het gebied die, zelfs gedeeltelijk, voor duurzame energiebevoorrading binnen een erkend activiteitengebied dient";

4^o in het eerste lid 1, *p*), worden de woorden "of gemeenschappelijk" tussen de woorden "openbaar" en "vervoer" ingevoegd;

5^o het eerste lid wordt aangevuld als volgt : "*t*) de werken voor de bouw van een openbaar sorteer- of inzamelcentrum wegens de aanwezigheid van een grote hoeveelheid afvalstoffen van diverse aard."

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, tweede lid, wordt 1^o vervangen als volgt : "1^o 95 % voor de verrichtingen uitgevoerd binnen de erkende omtrek van een terrein met bedrijfsactiviteiten in de zin van artikel 167 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, alsook op de aanpalende percelen die eventueel zijn toegevoegd aan bedoelde omtrek en die nodig zijn voor de nieuwe inrichting ervan, voorzover ze deel uitmaken van de erkende omtrek in de zin van het decreet";

b) in § 2, eerste lid, worden de woorden "of werkplaats voor gedeeld werk" ingevoegd tussen de woorden "doorgangsgebouw" en de woorden "en tot 500.000 euro" en het woord "ondernemingscentrum" tussen de woorden "als" en "ondersteunend dienstencentrum";

c) in § 2, tweede lid, worden de woorden "te rehabiliteren terrein met bedrijfsactiviteiten" geschrapt.

Art. 6. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden "werkplaats voor gedeeld werk, ondernemingscentrum" ingevoegd tussen de woorden "doorgangsgebouw" en "ondersteunend dienstencentrum".

Art. 7. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden "van elk bedrag ontvangen overeenkomstig het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten" vervangen door de woorden "van elk bedrag ontvangen overeenkomstig titel IV van het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten en hoofdstuk I, titel I, van Boek II van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium".

Art. 8. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Als de administratie de gegevens die nodig zijn voor de behandeling van de aanvraag rechtstreeks kan inwinnen bij authentieke bronnen van andere administraties of instanties, kan de Minister de aanvrager vrijstellen van de verstrekking van bedoelde gegevens aan de administratie. »

Art. 9. In artikel 16, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" geschrapt.

Art. 10. In artikel 17, eerste lid, 2^o, van hetzelfde besluit wordt het woord "verrichting" vervangen door het woord "verrichtingen".

Art. 11. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De inkomstenbron bedoeld in artikel 16, § 4, van het decreet wordt berekend op basis van de prijs van het gesubsidieerde gebouw, verminderd met een afschrijving hiervan gespreid over een periode waarvan de duur in het besluit tot subsidietoekenning vastligt. »

Art. 12. De in artikel 17 bedoelde aanvragen tot subsidietoekenning ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit vallen onder het besluit dat van kracht is op de datum van de indiening ervan.

Art. 13. De Minister bevoegd voor de Ontsluitingsinfrastructuur voor Economische Bedrijvigheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 april 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1980

[2006/201637]

**4 MAI 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon
adoptant le plan d'assainissement du sous-bassin hydrographique Meuse aval**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 17 janvier 2005 approuvant l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval;

Considérant que le premier acte préparatoire formel du présent plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique est la décision du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 confiant à la S.P.G.E. son élaboration conformément à l'article R.285 du Code de l'Eau;

Considérant que ce premier acte préparatoire formel est antérieur au 21 juillet 2004;

Considérant les échéances fixées par la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et la Directive 91/271/CEE, du Conseil, du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Considérant que le Royaume de Belgique a déjà été condamné pour manquement à ses obligations en vertu de la Directive 91/271/CEE à deux reprises par la Cour de justice des Communautés européennes dans un arrêt du 25 mai 2000 dans l'affaire C-307/98 et dans un arrêt du 8 juillet 2004 dans l'affaire C-27/03; que les retards accumulés dans la transposition de cette directive peuvent conduire à une condamnation sous astreinte;

Considérant qu'il est indispensable de ne pas entraver les programmes d'assainissement des eaux urbaines résiduaires qui ont été établis afin de stopper la dégradation de l'environnement à des coûts raisonnables et, ainsi, de répondre, le plus promptement possible, non seulement au prescrit des programmes d'investissements en matière d'assainissement approuvés par le Gouvernement wallon, mais aussi à celui des Directives 2000/60/CE et 91/271/CEE;

Considérant qu'il n'est donc pas possible de procéder à l'évaluation des incidences prévue par les articles D.52 à D.61 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement adopte le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval ci-annexé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mai 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe I^{er}. — Plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse aval

Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique est composé d'une carte et d'un rapport relatif à ladite carte.

Ces deux éléments constitutifs du plan peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be>